

Impôt sur le revenu

mesures contenues dans ce projet de loi aident à atténuer ces difficultés.

Il y a un an, je parlais des souffrances, de l'incertitude et du chaos créés par le budget de novembre. Je passais en revue certains de ses aspects les plus destructeurs comme l'imposition du revenu provenant de l'assurance-vie, l'élimination des encouragements à la construction de logements locatifs, les coups portés à l'investissement, l'imposition du revenu avant qu'il ne soit perçu et l'imposition des avantages accordés aux employés. Je disais alors que ces mesures étaient dangereuses à n'importe quel moment, mais particulièrement destructives lorsque l'économie est en chute libre. Je citais des remarques qui m'avaient été faites par des Canadiens furieux de la stupidité et de l'incompétence de ce gouvernement, et je conclusais ce discours en disant: «les Canadiens rejettent le budget. Il est à l'origine de trop de souffrances, de trop d'angoisses et il brise un trop grand nombre de promesses». Je n'éprouve aucune satisfaction, monsieur le Président, à regarder en arrière et à confirmer la justesse de mes commentaires. Ce budget a eu un effet dévastateur sur l'économie, l'entreprise, l'investissement et les Canadiens en général.

La province de Colombie-Britannique, en particulier, a été durement touchée cette année, à la fois par la récession et par la politique du gouvernement. Le principal employeur, le secteur forestier, lutte pour sa survie. Nous avons entendu parler de la menace qui pèse sur nos exportations de bois tendre en raison de la concurrence qui nous vient des États-Unis. La plupart des grandes sociétés de bois accusent des pertes énormes pour le troisième trimestre de l'année. MacMillan Bloedel de Vancouver, par exemple, l'une de nos plus grandes entreprises, a licencié 22 p. 100 de son personnel salarié et, à un moment donné, avait mis à pied plus de la moitié de ses employés payés à l'heure. Les pertes du quatrième trimestre seront probablement élevées elles aussi. Le Conseil des industries forestières a fait savoir que 25 à 30 p. 100 de la capacité de production des scieries de Colombie-Britannique était inutilisée. La dévaluation des devises scandinaves a également été un dur choc pour nos espoirs de reprise sur les marchés des pâtes à papier outre-mer. Le Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique s'attend à ce que les mises à pied totales s'élèvent à 20 p. 100 des travailleurs de l'industrie du bois. Dans certaines villes, comme Port Alberni, il y a entre 30 et 40 p. 100 de chômeurs. Pourtant, le gouvernement n'a proposé aucune solution à long terme pour résoudre ces problèmes économiques fondamentaux.

La tâche la plus difficile de tout député, monsieur le Président, peu importe de quel côté il siège, est de faire face au chômage dans sa circonscription. Nous rencontrons tous les jours des gens extrêmement fiers, des gens dans un état de choc, des gens qui ont donné les meilleures années de leur vie à des services ou à des compagnies et qui se retrouvent sans emploi. Certains d'entre eux ne nous demandent même plus de les aider à trouver un travail. Leur problème, c'est que leurs prestations d'assurance-chômage vont se terminer et ils attendent désespérément une mesure qui leur permettra de retrouver une vie active. Vu cette situation dans nos circonscriptions, j'ai été réellement ahurie d'entendre le ministre des Finances dire qu'il s'attendait à une baisse du chômage l'an prochain, parce que ce n'est certainement pas sous ce jour que nous

voyons la réalité à l'heure actuelle. Néanmoins, le gouvernement a l'habitude des politiques économiques désastreuses et des prévisions erronées.

Alors que le taux de chômage a augmenté de 100 p. 100 cette année en Colombie-Britannique, le gouvernement a chassé, par une série de mesures hostiles, les investissements dont on avait besoin pour créer des emplois. Alors que les mines ferment leurs portes d'un bout à l'autre de la province, le ministre a envisagé d'imposer les avantages accordés aux travailleurs du Nord si bien que cela ne vaudra plus la peine d'aller s'exiler dans les régions éloignées. Alors que l'économie de Colombie-Britannique était en plein marasme, le gouvernement a proposé d'empêcher les Canadiens de préparer leur avenir en imposant les polices d'assurance-vie, en réduisant la déduction de \$1,000 pour la pension de retraite et en supprimant la déduction des intérêts sur l'argent emprunté pour investir dans des régimes enregistrés d'épargne-retraite ou des régimes de participation différée aux bénéficiaires. Alors que le nombre de faillites commerciales a doublé dans la province, le gouvernement a aboli l'obligation pour le développement de la petite entreprise, supprimant les réserves et instaurant un impôt de 12.5 p. 100 sur les dividendes.

Depuis plus d'un an, le gouvernement ne fait rien pour régler le principal problème de notre pays, l'effondrement de l'économie. En fait, sa politique n'a fait qu'aggraver le problème. Dans ma circonscription, Vancouver-Centre, par exemple, les petits détaillants de chaussures de luxe sont acculés à la faillite à cause des quotas que le gouvernement a imposés sur les importations de chaussures. Il les a imposés l'été dernier pour protéger les emplois des fabricants du centre du pays aux dépens des emplois qui se trouvaient ailleurs. Malheureusement, les Canadiens qui font faillite sont les petits détaillants qui vendent des chaussures de grand luxe que personne ne fabrique au Canada. Un commerçant de ma circonscription, par exemple, vend des chaussures dessinées au Canada par des Canadiens, mais fabriquées à l'étranger parce qu'aucun fabricant canadien ne trouve cela rentable. Le quota qu'il a obtenu est trop faible et, malheureusement, il l'a reçu deux mois après l'expiration du délai d'appel. Il m'a dit qu'à moins de recevoir un quota suffisant il devra fermer les portes de son commerce. Le gouvernement réduit donc les Canadiens au chômage pour protéger des emplois qui n'existent pas et qui ne peuvent pas exister à cause de la taille du marché canadien.

La politique économique du gouvernement a causé beaucoup de dégâts et, dans certains cas, c'est pour longtemps. Les Canadiens continueront pendant longtemps encore à manquer de confiance dans l'avenir comme l'ont mentionné certains de mes collègues. Par exemple, une femme a écrit au ministre des Finances au sujet de son mari. Voici ce qu'elle a dit:

Mon mari a cessé de toucher les prestations d'assurance-chômage en juin. Il cherchait du travail depuis plus d'un an. J'ai vu cet homme, qui possède beaucoup de compétence et d'expérience dans de nombreux domaines, cet homme qui aurait été un atout pour n'importe quel employeur se décourager, perdre espoir, et commencer à croire qu'il n'était bon à rien. Même si la situation s'améliore au cours des années 80, il sera trop tard pour nous, et des milliers d'autres personnes sont dans le même cas que nous.

Les Canadiens ne font plus confiance au gouvernement. Je rencontre continuellement des Canadiens comptant des années d'expérience qui sont sans emploi. Un bureaucrate m'a dit notamment qu'il avait affaire continuellement à d'anciens